

49391

CEA, MULPOC/YAO/CE/XI/Ra/R1

6 Mars 1989

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DE PROJETS POUR L'AFRIQUE
CENTRALE I (MULPOC DE YAOUNDE)

MALABO, 6 MARS 1989.

RAPPORT DE LA ONZIEME REUNION
ORDINAIRE DU COMITE DES EXPERTS

DM/PM MARS/1989

I. CEREMONIE D'OUVERTURE

1. La onzième reunion ordinaire du Conseil des experts du MULPOC de l'Afrique Centrale I s'est tenue à Libreville du 4 au 6 Mars 1989. Les Etats membres suivants y ont pris part : Cameroun, Congo, Gabon et Guinée Equatoriale. Les organismes suivants étaient représentés en qualité d'observateurs : OUA, BEAC, PNUD, Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Cameroun, Chambre d'Agriculture de l'élevage et des pêches du Cameroun.
2. La ceremonie d'ouverture a été présidée par M. Luis OBIANG MENGUE, Secrétaire Général au Ministère de la Planification et du Développement économique de la Guinée Equatoriale.
3. Prenant le premier la parole, M. KOUNKOU-LOUYA s'est tout d'abord excusé du retard accusé par les travaux de la onzième reunion ordinaire du MULPOC qui auraient dû démarrer le 1er mars. Ensuite il a remercié au nom de l'assemblée le gouvernement et le peuple équato-guinéens pour les facilités mises à la disposition du secrétariat dans l'organisation des travaux actuels. Le MULPOC connaît des difficultés en ressources financières et humaines qui limitent ses capacités dans la réalisation du programme de travail approuvé par le Conseil des ministres. Parallèlement face aux nouveaux défis auxquels l'ensemble du continent doit faire face, les programmes d'ajustement structural et les politiques de croissance économique, le MULPOC doit initier au niveau de la sous-région des mécanismes de réflexion pour définir un cadre de politique d'équilibres macro économiques qui tienne compte de la spécificité des économies africaines. Aussi est-il indispensable que les Etats membres du MULPOC mettent à sa disposition, par des contributions volontaires, plus de moyens financiers pour l'exécution du programme de travail.

4. Au nom du gouvernement du pays, OBIANG MENGUE a d'abord souhaité la bienvenue aux participants aux travaux de la onzième réunion ordinaire du Comité des experts. Il a ensuite fait l'historique de la situation économique et politique de la Guinée Equatoriale en mettant l'accent sur l'isolement de ce pays pendant une longue période de son histoire. Il a enfin souligné le caractère volontariste du Gouvernement de la 3ème République qui entend s'intégrer à tous les ensembles non seulement politiques mais également économiques de la sous-région. Pour marquer cette volonté il a fait part de l'intention de son gouvernement de transformer l'Ecole Nationale d'Agriculture "OBIANG NGUEMA MBASOGO" en un centre international communautaire.

II. ELECTION DU BUREAU

5. Le Comité a ensuite élu le bureau suivant pour diriger ses travaux :

President	:	Guinée Equatoriale
Vice-President	:	Cameroun
Rapporteur	:	Gabon

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

a/- Adoption de l'ordre du jour

6. Après l'élection du bureau, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant pour ses travaux :
- I. Cérémonie d'ouverture
 - II. Election du bureau
 - III. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
 - IV. Présentation de l'étude sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale I

V. Présentation du rapport d'exécution du programme de travail pour l'année 1988 et du rapport final de la première session du Comité de suivi (14-16 Mars 1988, YAOUNDE) par le Directeur du MULPOC.

VI. Examen des études et rapports sectoriels dans les domaines suivants .

A) COMMERCE ET FINANCES

1. Rapport de la Table ronde des opérateurs économiques :
2. Termes de référence de l'étude sur le commerce non-enregistré dans la sous-région ,
3. Commerce frontalier non-enregistré dans la sous-région : note préliminaire ,
4. Rapport sur les modèles alternatifs des structures et de mécanismes du commerce intérieur en Afrique en vue de la création de circuits de distribution et de marchés financiers plus rationnels

B) AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

1. Etude relative au programme de sécurité alimentaire de la sous-région rapport du séminaire sur les contrôles des maladies et parasites des cultures vivrières et la prévention des pertes après-récolte ;
2. Rapport au Conseil des ministres du MULPOC de YAOUNDE sur l'application de la résolution S-13/2 de l'Assemblée Générale (Relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986 - 1990) en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture.

C) TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

1. Rapport intérimaire sur l'étude relative à l'incidence des coûts de transport sur les prix des produits importés dans les pays enclavés de la sous-région ,

2. Etude sur l'harmonisation et la coordination des différents modes de transport dans la sous-région de l'Afrique Centrale.

D) INDUSTRIE

1. Rapport aux comités sous-régionaux et sectoriels de la Décennie de développement industriel en Afrique sur la coopération relative aux matières premières, à la technologie, à la maintenance et à la main d'oeuvre en Afrique Centrale I.

2. Rapport annuel au Conseil des ministres du MULPOC de YAOUNDE sur l'exécution des projets de la Décennie de développement industriel en Afrique dans les domaines des industries chimiques, mécaniques, métallurgiques et des agro-industries - analyse des contraintes et recommandations - 1985.

3. Rapport annuel au Conseil des ministres du MULPOC de YAOUNDE sur la mise en oeuvre des projets de la Décennie du Développement industriel de l'Afrique dans le domaine des industries chimiques, mécaniques, métallurgiques et des agro-industries.

E) RESSOURCES NATURELLES

Rapport de la Troisième Conférence Régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.

F) PROGRAMME D'INTEGRATION DE LA FEMME AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

Note d'information sur le programme relatif à l'intégration de la femme au processus de développement.

G) SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (PADIS)

Rapport sur les activités du PADIS au Bureau central de coordination et dans la sous-région du MULPOC de YAOUNDE pour la période de Janvier 1987 à Novembre 1988.

VII. Projet de programme de travail et de priorités pour le biennium 1990-1991.

VIII. Rapport sur la rationalisation des organisations intergouvernementales en vue de la coopération régionale.

IX. Note d'information sur l'examen des résultats des MULPOC pour décider si l'expérience doit être poursuivie ou si le mandat, le nombre et la structure des centres doivent être complètement revus.

X. Evaluation préliminaire des résultats de l'économie africaine en 1988 et les perspectives pour 1989.

XI. Adoption du rapport du Comité sous-régional sectoriel sur l'industrie

XII. Note d'information sur les organes et les réunions institutionnelles de la CEA

XIII. Divers.

XIV. Préparation du projet d'ordre du jour de la 11ème réunion du Conseil des ministres du MULPOC.

XV. Adpotion du rapport de la 11ème réunion du Comité des experts du MULPOC.

XVI. Clôture de la 11ème réunion du Comité des experts du MULPOC.

b) Organisation des travaux

7. Ayant adopté l'ordre du jour de la réunion, le Comité a organisé ses travaux en décidant de travailler selon les horaires indicatifs suivants :

Samedi 4 mars . de 18h à 20h

Dimanche 5 mars : de 9h à 15h puis de
17h à 19h.

Lundi 6 mars . 9h adoption du rapport du
Comité des experts
12h Clôture.

IV. Présentation de l'étude sur les conditions économiques
et sociales en Afrique Centrale.

8. En introduisant ce document (CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/4) le secrétariat a rappelé son but qui est de présenter aux Etats membres la manière dont l'économie de la sous-région s'est comportée au cours des derniers mois. Il a également relevé, pour les déplorer, la rareté des informations nécessaires à la réalisation de l'étude, et la difficulté d'harmoniser celles qui sont disponible en raison de la diversité de leurs sources qui utilisent souvent des normes différentes.

9. Au cours du débat qui a suivi cette présentation, les intervenants ont posé des questions et fait des remarques se rapportant principalement :

- aux mesures d'incitation au développement de la pêche insuffisamment couvertes dans l'étude ;
- à la nécessité d'envisager dans l'étude des solutions aux problèmes identifiés qui ne devraient pas seulement être énoncés ,
- à la mention des sources d'information pour permettre au lecteur de s'y référer ultérieurement, le cas échéant ;
- à l'utilité des statistiques d'importation et d'exportation de certains produits qui auraient pu fournir des indications sur les opportunités de commerce intra-sous-régional portant sur ces produits ,
- à l'omission des questions d'ordre social qu'annonce pourtant le titre du document ;
- à la nécessité de couvrir la situation alimentaire et la production vivrière et d'étendre le champ de l'étude aux actions de modernisation et d'équipement du monde rural qui sont en cours ou envisagées ;
- à la méthode de collecte des données qui ne devait pas ignorer certaines publications faites par les Etats membres et qui utilisent des informations récentes et fiables ; et
- enfin, à l'importance à accorder à cette étude qui, en cette période de crise économique devrait permettre une réflexion commune sur les solutions possibles à certains problèmes qui auront été identifiés.

10. Dans sa réponse aux questions et remarques des intervenants, le secrétariat a indiqué qu'il en serait tenu compte à l'avenir pour améliorer le contenu des études futures. Il a saisi cette occasion pour lancer un nouvel appel aux Etats membres pour aider le MULPOC à obtenir des données récentes et fiables, indispensables

à une bonne étude. Il a enfin donné l'assurance que les lacunes constatées seraient comblées à l'avenir, pour peu que les informations les concernant ne soient pas trop fragmentaires et trop anciennes.

11. Le Président a alors clos le débat sur ce point de l'ordre du jour.

V. PRESENTATION DU RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'ANNEE 1988 ET DU RAPPORT DU COMITE DE SUIVI.

12. En présentant le rapport, le Directeur du MULPOC a évoqué une nouvelle fois la modicité des ressources financières et humaines qui a affecté l'exécution du programme de travail. Cette situation étant liée à la crise économique que traverse les Etats de la sous-région, et qui empêche de verser au profit du MULPOC la totalité des contributions annoncées. Il a toutefois ajouté que, grâce à des efforts persévérants, le MULPOC avait pu mobiliser des fonds qui lui ont permis d'initier des actions se rapportant à certains projets. Il a terminé son exposé par une revue de principales activités menées dans chaque secteur par le MULPOC soit pour son propre compte, soit comme relais des divisions substantives de la CEA. En dehors de celles couvertes par ailleurs dans le présent rapport, les activités ont été menées :

1) La table ronde des opérateurs économiques de l'Afrique Centrale

13. La table ronde des opérateurs économiques de l'Afrique Centrale, organisée conjointement par le MULPOC de

YAOUNDE, la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Cameroun (CCIM) s'est tenue à DOUALA du 15 au 19 Octobre 1987. Les travaux de la table ronde ont donné lieu à plusieurs recommandations à soumettre aux Etats membres et parmi lesquelles la recommandation tendant à institutionnaliser la table ronde des opérateurs économiques au niveau de la CEEAC et celle relative à l'établissement d'une carte consulaire en faveur des hommes d'affaires ressortissants des Etats membres de la CEEAC.

11) L'étude sur le commerce non-enregistré dans la sous-région

14. Cette étude doit être entreprise en collaboration avec les consultants nationaux identifiés dans chaque pays membre du MULPOC. Les termes de référence ainsi que la note préliminaire de l'étude ont déjà été élaborés ; la seule difficulté consiste dans le regroupement des différentes sources de financements pour démarrer l'étude.

111) Secteur de l'Agriculture et de développement rural

15. Le MULPOC et la division mixte CEA/FAO ont organisé conjointement en Juin 1988 à YAOUNDE un séminaire relatif aux maladies et ravageurs des cultures vivrières et la prévention des pertes post-récoltes en Afrique Centrale I et II. Ce séminaire est le début d'une série d'activité qui vont être réalisées pour la mise en place du programme de sécurité alimentaire dans la sous-région.
16. Les termes de référence ainsi que les plans des études relatives à l'offre et à la demande des produits alimentaires , aux possibilités de coordonner la production et la distribution des dotations agricoles ; à la

commercialisation des ressources forestières ont déjà été élaborés. Les financements sont entrain d'être réunis pour permettre la réalisation de ces études.

iv) Secteur transports et communications

17. L'étude relative à l'incidence des coûts de transport sur les prix des produits importés par les pays enclavés dans la sous-région est en cours de réalisation; sa finalisation est fonction de la disponibilité de statistiques dans les pays de transit.

v) Etude sur la stratégie d'intégration industrielle en Afrique Centrale

18. Cette étude dont les questionnaires ont été envoyés aux Etats membres depuis plus d'un an souffre de l'absence de réponse à ces questionnaires pour permettre sa réalisation.
19. En ce qui concerne le rapport du Comité de suivi, le Directeur du MULPOC a fait observer que ce Comité était un organe intermédiaire entre deux réunions institutionnelles du Comité des experts et du Conseil des ministres et dont le rôle consiste dans le suivi de l'état d'avancement de l'exécution du programme de travail du MULPOC.
20. Contrairement à la tradition qui veut que le Comité des experts prenne seulement acte du rapport d'exécution du programme de travail, certaines délégations ont souhaité qu'un débat sur ce rapport soit instauré du fait de la faiblesse des performances du MULPOC.
21. Le secrétariat a fait remarquer qu'un débat sur le rapport d'exécution du programme de travail était possible si le Comité des experts le souhait. Cependant, l'ordre du jour en son point X prévoit un débat

des résultats des MULPOC pour décider de la poursuite de l'expérience ou d'autres alternatives. Il serait préférable d'examiner les performances du MULPOC par rapport au point X de l'ordre du jour.

VI. EXAMEN DES ETUDES ET RAPPORTS SECTORIELS DANS LES
DOMAINES SUIVANTS :

A. COMMERCE ET FINANCES

a) Rapport de la Table Ronde des Opérateurs Economiques
(document CEA/MULPOC/YAO/CS/1/6)

22. En présentant le document, un représentant du secrétariat a indiqué les éléments qui ont conduit à l'organisation de cette table ronde et les résultats auxquels cette table ronde a abouti. La faiblesse du commerce intra-sous-régional procède d'un certain nombre de contraintes principales dont les mesures protectionnistes en faveur des industries locales et la non compétitivité des produits des industries locales. Aussi était-il nécessaire d'une part de sensibiliser les opérateurs économiques aux mécanismes de libéralisation des échanges commerciaux dans le contexte de la CEEAC et d'autre part dans le cadre des échanges intra-communautaires de cerner la compétitivité des produits industriels et agro-industriels susceptibles d'être échangés dans la sous-région. A l'issue des travaux, les participants ont adopté plusieurs recommandations à soumettre aux Etats de la sous-région parmi lesquelles notamment : l'institutionnalisation de la table ronde des opérateurs économiques et l'établissement d'une carte consulaire en faveur des hommes d'affaires des Etats membres de la CEEAC.

23. Au cours du débat qui a suivi l'exposé du secrétariat les membres du Comité ont souligné leurs préoccupations

quant aux moyens disponibles pour que les recommandations issues de la table ronde des opérateurs économiques connaissent un début d'exécution. En effet, de nombreuses recommandations nées des différentes réunions de nos organismes n'ont connu aucune application. A titre d'exemple les pays membres de l'OUA ont tous signé un texte qui réglemente la circulation du matériel pour le contrôle des produits végétaux mais en pratique aucun pays n'applique cette réglementation. Le Comité a en outre souhaité que les dispositions soient prises pour permettre aux pays de la sous-région de diversifier leurs productions ce qui aurait pour effet d'accroître les flux d'échanges commerciaux intra-communautaires.

24. Le Comité a pris acte du rapport présenté par le secrétariat.

b) Etude relative au Commerce frontalier non-enregistré
termes de référence et note préliminaire (document CEA/
MULPOC/YAO/CE/XI/7)

25. En présentant l'étude susmentionnée, un représentant du secrétariat a rappelé la procédure recommandée par le Conseil des ministres du MULPOC, procédure qui doit s'articuler autour de la participation des experts nationaux au niveau de la collecte des données et de la réunion de synthèse qui doit conduire à la rédaction de la première mouture de l'étude. Il a ajouté que la note préliminaire était une réflexion théorique qui définissait le cadre de l'étude et de ce fait est appelée à être enrichie par le Comité.

26. Au cours du débat qui a suivi la présentation, le Comité a souligné l'importance du commerce illicite par ses effets pervers sur les économies de la sous-région. S'agissant de l'étude préliminaire présentée celle-ci

mérite d'être approfondie et complétée par des données précises. Le Comité a en outre recommandé que le MULPOC définisse un calendrier d'exécution de cette étude.

c) Rapport sur les modèles alternatifs des structures et des mécanismes du commerce intérieur en Afrique en vue de la création de réseaux de distribution et des marchés financiers plus rationnels
(document ECA/MULPOC/YAO/CE/XI/8)

27. Présentant le document, le secrétariat a rappelé que l'étude vise à aider les pays africains à mettre en oeuvre la pertinente recommandation du Plan d'Action de Lagos relative à l'amélioration des conditions dans lesquelles s'opère le commerce intérieur des pays africains. Il a informé le Comité que, faute de la disponibilité au Siège de la CEA des renseignements sur le commerce intérieur de chaque pays, le rapport avait été élaboré sur la base des conclusions générales tirée des études de cas portant sur quelques pays africains. Il a indiqué qu'un rapport global sur le commerce intérieur qui tiendra compte des observations faites par tous les organes de tutelle des MULPOC serait présenté à la prochaine réunion de la Conférence des ministres africains du commerce qui se tiendra en Novembre 1989. Il a fait remarquer que l'étude traitait successivement des caractéristiques de la production et des importations faisant l'objet du commerce intérieur, de la situation actuelle de ce secteur et des principaux obstacles au développement des échanges intérieurs des pays africains. Le secrétariat a ensuite fait ressortir les principales contraintes du développement du commerce intérieur à savoir l'insuffisance des produits devant être échangés, l'enclavement des zones rurales, l'absence d'informations commerciales organisées dans les zones rurales, le manque de facilités de conservation et d'entreposage

dans les mêmes zones, la prolifération d'intermédiaires surtout dans les agglomérations urbaines qui a pour effet de gonfler le prix à la consommation ainsi que l'insuffisance du financement du commerce intérieur. Il a enfin souligné que les principales recommandations formulées dans l'étude avaient trait à la nécessité pour les pays africains d'encourager les investissements privés dans les zones rurales, de désenclaver les régions isolées en vue d'atteindre les consommateurs éloignés et de trouver des sources de financement propres au développement du commerce intérieur.

28. Le débat qui a suivi la présentation du document a successivement porté sur le financement du commerce intérieur, la nécessité d'intégrer les marchés urbains et marchés ruraux ainsi que les obstacles additionnels qui freinent le développement du commerce intérieur. En ce qui concerne le financement des échanges intérieurs, le Comité a constaté que les banques commerciales opérant dans la sous-région ne s'intéressent pas au financement de l'agriculture et de la distribution interne, et a reconnu la nécessité de recourir à d'autres sources de financement de l'agriculture en attendant la création des Caisses nationales de crédit agricole. Le Comité a à cet effet, invité les pays de la sous-région à encourager le recours à des sources de financement de l'agriculture telles que la "tontine" qui est déjà en pratique dans un pays de la sous-région.

S'agissant d'autres sources de financement à explorer, le Comité a demandé au secrétariat de la CEA/MULPOC d'intervenir auprès de la Banque africaine de développement (BAD) pour qu'elle examine favorablement les doléances des agriculteurs de la sous-région. Le Comité a ensuite demandé au secrétariat de faire ressortir dans le document le rôle des banques centrales dans le financement du commerce intérieur, il a par ailleurs été

précisé que les Etats devraient dicter un code de conduite aux banques commerciales privées en vue de les amener à accroître leur part de financement du commerce intérieur. Le Comité s'est ensuite inquiété du fait que les banques de développement de la sous-région qui peuvent jouer un rôle important dans le financement de l'agriculture soient en faillite et a demandé qu'une étude soit consacrée à cette situation. Concernant les obstacles au développement du commerce intérieur, le Comité a estimé que l'étude devrait inclure le manque de standardisation et de normalisation des produits obtenus localement par rapport aux produits importés comme étant un facteur qui freine la consommation des produits de la sous-région. Enfin, le Comité a insisté sur la nécessité pour les pays africains d'intégrer les marchés ruraux et les marchés urbains en menant des actions visant à vendre davantage sur les marchés urbains les produits obtenus dans les zones rurales.

29. Après ces observations, le Comité a adopté l'ensemble des recommandations formulées dans l'étude.

X

X

X

B. AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

a) Rapport du séminaire sur les contrôles des maladies et parasites des cultures vivrières et la prévention des pertes après-récolte (document CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/9)

30. Un représentant du secrétariat a présenté les grandes lignes de ce rapport à titre d'information.

31. La réunion a pris note de ce rapport.

b) Rapport au Conseil des Ministres du MULPOC de YAOUNDE sur l'application de la résolution S-13/2 de l'Assemblée Générale (relative au programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990) en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture (document CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/13)

32. Ce rapport a été présenté par le secrétariat à titre d'information uniquement car il sera examiné par le Conseil des ministres de la CEA.

33. Le Comité a pris acte de ce document.

C. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

a) Rapport intérimaire sur l'étude relative à l'incidence des coûts de transport sur les prix des produits importés par les pays enclavés de la sous-région (document CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/14).

34. En introduisant ce point de l'ordre du jour, couvert par le document CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/14, le secrétariat a indiqué que le but du document était simplement d'obtenir l'accord des instances du MULPOC de YAOUNDE pour entreprendre l'étude sur la base des données actuellement disponibles, faute de réponses dans un délai donné aux questionnaires adressés aux pays de transit.
35. Après un bref échange de vues, le Comité a demandé au MULPOC de reprendre par les voies les plus rapides contact avec les autorités des pays de transit pour obtenir une réponse aux questionnaires qu'elles ont reçus. A défaut de recevoir cette réponse, dans un délai compatible avec la contrainte d'exécuter cette étude avant la fin de la période biennal 1988-1989, puis le MULPOC devra réaliser l'étude sur la base des seules données dont il disposera.
- b) Etude sur l'harmonisation et la coordination des différents modes de transport dans la sous-région de l'Afrique Centrale
36. Le secrétariat a indiqué, en présentant le document E/ECA/TRANS/53, que l'étude avait été réalisée en application de la résolution ECA/UNTACDA/Res. 83/23 de la Conférence des Ministres africains des transports et de la planification. Son objet est d'informer le Comité des experts de l'état des différents modes de transport dans la sous-région et d'énoncer quelques recommandations relatives à leur harmonisation.
37. Au cours du débat consécutif à l'exposé introductif du secrétariat, le Comité a suggéré que le MULPOC se rapproche d'autres institutions s'occupant des questions de transport au sein de la sous-région, en vue de parvenir à une action conjointe visant à la coordination des

divers modes de transport. Il a par ailleurs demandé si le document avait été présenté à la Conférence des ministres africains des transports et de la planification qui l'avait initiée, ce à quoi il lui a été répondu qu'il était vraisemblable que cela avait été fait lors de la session de cette Conférence à KINSHASA en Mars 1988. Enfin le Comité a pris connaissance d'informations à jour sur la réalisation de certains projets de transport de la sous région.

D. INDUSTRIE

1. Rapport au Conseil des ministres du MULPOC de l'Afrique Centrale I sur la coopération industrielle dans le domaine des matières premières, de la technologie, de la main-d'oeuvre et de la maintenance.
2. Rapport annuel au Conseil des ministres du MULPOC de l'Afrique Centrale sur la progression de la mise en oeuvre des projets de la Décennie du développement industriel de l'Afrique dans le domaine des industries chimiques, mécaniques, métallurgiques et des agro-industries; (document ECA/IND/COOP/004/88 et ECA/IND/COOP/010/89).

38. En introduisant le document ECA/IND/INS/010/89, le secrétariat a indiqué que la sous-région constituait un ensemble homogène où des projets industriels d'envergure sont viables. Il a indiqué que l'objectif du document consistait à :

- 1) examiner les efforts déployés par les Etats au niveau national et sous-régional en vue d'exploiter conjointement les abondantes matières premières existantes, de développer les technologies et les ressources humaines ainsi

que les capacités à entretenir et maintenir les machines et équipements en place.

ii) identifier les problèmes et contraintes qui s'opposent à la coopération sous-régionale dans les domaines sus-mentionnés et enfin

iii) proposer des solutions pour lever ces contraintes.

39. Le document montre qu'il existe suffisamment de raisons pour que les pays intensifient la coopération industrielle entre eux : zone monétaire commune ou presque, affinité des peuples, complémentarité économique, populations nationales restreintes, régimes alimentaires similaires, nécessité d'un espace industriel suffisant.. Sur cette base, une volonté de coopérer est née très tôt après les indépendances et s'est concrétisée avec la création de l'UDEAC et notamment de son département de coopération et d'harmonisation industrielle. La création récente de la CEEAC est venue renforcer cette volonté.

40. S'agissant de l'état actuel de la coopération industrielle dans la sous-région, le document constate qu'il y a plus d'échecs que de réussite. Les cultures industrielles, les ressources halieutiques, forestières et minérales ne subissent qu'une faible transformation avant exportation alors que la sous-région continue d'importer de grandes quantités de biens divers pour la consommation finale. Des cas de coopération industrielle ayant avorté ont été invoqués. C'est dans ce contexte qu'il devient impératif d'établir des Comités nationaux permanents pour réfléchir et proposer à tout moment des alternatives fiables de coopération au niveau sous-régional.

41. Le secrétariat a par ailleurs insister sur la nécessité de donner une priorité aux problèmes de recherche-développement, de normalisation, de formation des compétences et d'inventaire des ressources nationales et des technologies dans la sous-région. Il a ajouté que le micro-nationalisme industriel qui conduit à l'échec des tentatives de coopération industrielle doit être abandonné si la sous-région veut parvenir à la construction d'un espace industriel homogène où les unités industrielles se compléteront les unes les autres.
42. En introduisant les deux autres documents ECA/IND/COOP/004/88 et 010/88, le représentant du secrétariat a indiqué que les deux documents traitent de l'état d'avancement des projets et de l'évaluation critique de l'exécution du Programme Initial intégré de promotion industrielle sous-régionale.
43. Il a mentionné que les projets de réhabilitation et d'extension ont connu un taux d'exécution appréciable alors qu'un certain nombre de projets moteurs déclarés communautaires depuis plus de 12 ans sont toujours à l'étude. Il a souligné que la rentabilité financière du projet communautaire de produits pharmaceutiques sera liée à la contribution des Etats membres au chiffre d'affaire de la future entreprise au moins dans les proportions fixées par l'étude de faisabilité.
44. Il a attiré l'attention de la réunion sur la nécessité de renforcer l'approche multinationale au cours de chacune des phases de mise en oeuvre des projets des sous-secteurs des industries chimiques, métallurgiques et mécaniques.
45. Au cours des discussions qui ont suivi, le Comité a insisté sur la nécessité d'éviter la prolifération des institutions et organismes sous-régionaux s'occupant des

mêmes affaires et dont le fonctionnement exige des ressources financières à prélever sur les maigres ressources des Etats (allusion a été expressément faite au paragraphe 76 du document ECA/IND/INS/010/89).

46. Dans le domaine de la promotion des projets de la décennie du développement industriel, le Comité a également insisté sur la répartition des tâches entre les Etats et les institutions sous-régionales (UDEAC, CEEAC) et régionales (CEA) afin d'éviter la duplication et le chevauchement constatés actuellement.
47. S'agissant des contraintes à la coopération industrielle, le Comité a indiqué que la contrainte de souveraineté invoquée dans l'un des rapports ne peut être considérée en tant que telle. Il a ajouté qu'intégration industrielle ne veut pas dire abolition de souveraineté nationale. A cette préoccupation le secrétariat a indiqué que le document ECA/IND/INS/010/89 n'a fait qu'un constat appuyé par des exemples, ce qui ne veut pas dire que la souveraineté nationale est un frein à la coopération industrielle.
48. Le Comité a constaté que la prolifération des mêmes industries dans les Etats est due à la non concertation entre les Etats de la sous-région pour harmoniser leurs décisions en matière de sélection des projets. Il a été donc suggéré que le MULPOC puisse inciter les Etats à pratiquer le partenariat comme moyen de participation et de coopération entre les Etats de la sous-région.
49. Le Comité a invité le secrétariat à corriger le paragraphe 27 du document ECA/IND/INS/010/89. En effet, il y a deux pays qui produisent du tabac dans la sous-région : le Cameroun et la République Centrafricaine.

50. Le Comité a souhaité autant faire ce peut la mise en place d'une structure régionale avec des antennes sous-régionales et/ou nationales dans le domaine particulier des matières premières. Cette structure agirait comme une centrale de collecte d'informations, de suivi et de négociation des prix des matières premières du continent sur les places internationales afin d'assister et d'informer conséquemment les Etats. Une telle institution pourrait être créée au niveau du Secrétariat Exécutif de la CEA, elle se ferait retribuer sur les services rendus et régénérerait ainsi ses propres ressources financières.

51. Le Comité a été informé de la proposition d'une révision éventuelle du Programme Initial intégré de promotion industrielle de la sous-région. Le programme comporterait six projets d'investissement et un projet d'assistance multisectorielle.

E. RESSOURCES NATURELLES

Rapport de la troisième conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (document CEA/MULPOC/YAOCE/XI/19)

52. Ce rapport a été présenté au Comité à titre d'information.

53. Le Comité a pris acte de ce document. Néanmoins il a estimé qu'il serait judicieux pour la CEA/MULPOC d'envisager la possibilité d'élaborer au cours du biennium 1992-1993 une étude sur la coordination de l'exploitation et de la commercialisation de l'ensemble des matières premières (produits agricoles et minéraux) de la sous-région.

Cette étude s'avère urgente et opportune en cette période où la sous-région traverse une crise économique sans précédent ; crise essentiellement due à la non-maîtrise des cours de nos matières premières.

F. PROGRAMME D'INTEGRATION DE LA FEMME AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

Note d'information sur le programme relatif à l'intégration de la femme au processus de développement (document CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/20)

54. Ce document a été présenté par un membre du secrétariat qui a fait remarquer que, suite aux conclusions de la mission d'évaluation de projet, le poste de la coordonnatrice du projet a été supprimé. Le PNUD qui en assurait le financement a indiqué qu'il souhaiterait financer les activités proprement dites et non le personnel. Par ailleurs, le PNUD a demandé à la CEA de redéfinir les activités relatives au projet femme. La CEA est en train de répondre à ce souci en intégrant toutes ces activités à son programme général et à celui du MULPOC. Le document soumis aux Comités des experts donne l'information sur toutes les actions entreprises et réalisées au titre des projets femme en 1987, et sur son nouveau mode de fonctionnement. Ces informations devraient être communiquées au Comité sous-régional du projet femme ; malheureusement ce Comité n'a pu se réunir suite à l'arrêt momentané du financement du PNUD.

Toutefois, les Etats sont assurés de la poursuite des activités relatives au projet femme, mais sous une autre forme. Il leur est demandé de soumettre aux MULPOC les projets nationaux qui constitueront l'ensemble des actions à entreprendre en 1989.

55. Le Comité a pris acte des nouvelles dispositions concernant le projet Femme, mais il a exprimé son désir de voir ce projet maintenu. Un pays a indiqué que deux projets sont déjà disponibles, ils seront soumis prochainement à la CEA pour examen. Le Comité a aussi exprimé sa préoccupation pour la suppression du poste de coordonnatrice dans le programme de l'intégration de la Femme au processus de développement. Compte tenu du rôle que celle-ci jouait au niveau des mécanismes nationaux des Etats de la sous-région, le Comité souhaite vivement la restauration dudit poste.
- C. SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION
(PADIS)
- Rapport sur les activités du PADIS au Bureau Central de coordination et dans la sous-région du MULPOC de YAOUNDE pour la période de Janvier 1987 à Novembre 1988.
- (Document CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/22)
56. Ce rapport a été présenté par le secrétariat à titre d'information.
57. Le Comité a pris acte de ce rapport.
- VII. Programme de travail et ordre de priorités pour l'exercice biennal 1990-1991 (document ECA/MULPOC/YAO/CE/XI/23)
58. Le secrétariat a présenté le document relatif au programme de travail et ordre de priorité pour l'exercice biennal 1990 -1991 du MULPOC de l'Afrique Centrale I. Les activités contenues dans ce document sont celles que le MULPOC et certaines divisions organiques de la CEA se proposent d'exécuter pour la sous-région au cours de l'exercice biennal 1990-1991. Ces produits qui

font partie des produits programmés par le secrétariat de la CEA ont été formulés sur la base des décisions et recommandations adoptées par les Etats membres de la région. Ces activités sont divisées en deux groupes. Les activités de fond qui sont financées par le budget régulier de l'Organisation des Nations Unies et les activités opérationnelles qui sont financées par des ressources extra-budgétaires. Etant donné que le budget-programme de l'organisation n'est présenté à l'Assemblée Générale qu'après examen par le Comité de Programme et de la Coordination et par le Conseil Economique et Sociale, le Comité des experts pouvait à ce stade changer ou éliminer certaines des activités qui ne reflètent pas les priorités des pays de la sous-région. Toutefois le secrétariat a précisé qu'en apportant des modifications, le Comité devrait en ce qui concerne les activités de fond prendre en considération le niveau de ressources très limitées du MULPOC et s'assurer d'une source de financement sûre en ce qui concerne les activités opérationnelles.

59. Le Comité a tenu de s'assurer auprès du secrétariat de l'existence de disponibilité financières. De ce fait après l'adoption de ce programme de travail aucune excuse ne sera donnée pour la non exécution éventuelle des certaines activités.

60. Le secrétariat a informé le Comité qu'en plus du mécanisme de suivi du secrétariat les Etats membres sont en droit de s'informer sur l'état d'avancement de travail du MULPOC.

IX. RATIONNALISATION DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
EN VUE DE LA COOPERATION REGIONALE

61. Présentant le document ECA/MULPOC/YAO/IGO/WB/88/1, le secrétariat a indiqué que son objet était d'informer le Comité d'une réflexion engagée par la CEA sur la manière

de rendre le processus d'intégration économique en Afrique plus dynamique, grâce à des structures institutionnelles plus adéquates. L'effort de rationalisation fait partie d'une nouvelle approche globale de l'intégration économique en Afrique, embrassant les aspects institutionnels notamment.

62. Après s'être félicité de cette initiative, le Comité a pris acte du document.
- X. Examen des résultats des MULPOC en vue de déterminer s'il faut poursuivre l'expérience ou revoir intégralement leur mandat, leur nombre et leur structure (note du secrétariat) document MULPOC/YAO/CE/XI/26)
63. Concernant ce document d'information, le secrétariat a expliqué brièvement le système de suivi et contrôle de l'exécution des programmes au sein de l'organisation des Nations Unies. Il a informé le Comité des experts que le taux d'exécution des activités enregistré par les MULPOC était jusqu'à présent en dessous de la moyenne requise. Suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale a demandé au Secrétariat Général d'évaluer d'une manière approfondie les résultats des MULPOC en vue de déterminer si l'expérience doit être poursuivie ou complètement revue. Les résultats de cette évaluation seront examinés par la Conférence des ministres de la CEA en avril 1989 avant d'être soumis à l'assemblée Générale à sa quarante-quatrième session en 1989. L'équipe d'évaluation déjà constituée entreprendra incessamment ses missions et consultera les pays membres, les MULPOC et organisations intergouvernementales des sous-regions concernées.
64. Le Comité des experts a pris acte de cette information.

XI. EVALUATION PRELIMINAIRE DES RESULTATS DE L'ECONOMIE
AFRICAIN EN 1988 ET LES PERSPECTIVES POUR 1989 (docu-
ment CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/27)

65. Ce rapport a été présenté par le secrétariat à titre
d'information.

66. Le Comité a pris acte de ce rapport.

XIII. Note d'information sur les réunions des organes institu-
tionnels de la CEA

67. Le secrétariat a informé le Comité des experts de la
programmation des réunions des organes institutionnels
de la CEA. Dans ce contexte, il a souligné en particulier
que la vingt-quatrième session et quinzième réunion de la
Conférence des ministres de la CEA sera axée sur le
thème "Redressement Economique et Développement de l'A-
frique - le cadre africain pour les programmes d'ajuste-
ment structurel (CAPAS)". Le secrétariat a ensuite lancé
un appel aux Etats membres pour assurer leur participa-
tion à ces réunions.

68. Le Comité a pris note de cette information.

XIV. Divers

69. Aucun débat n'a eu lieu à ce point de l'ordre du jour.

XV. PREPARATION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DES
MINISTRES

70. Le Comité a préparé le projet d'ordre du jour suivant
qu'il soumettra à l'attention du Conseil des ministres.

I. Cérémonie d'ouverture

II. Election du bureau

III. Adoption de l'ordre du jour